

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 30/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PROLEIN**

Quai des Indes  
76200 Dieppe

Références : UDRD.2024.05.R.29  
Code AIOT : 0005800404

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/05/2024 dans l'établissement PROLEIN implanté Quai des Indes 76200 Dieppe. L'inspection a été annoncée le 21/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite visait à recueillir l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 05/06/2023 (sujet bruit) et les demandes de l'inspection suite aux visites du 13/04/2023 et du 31/10/2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROLEIN
- Quai des Indes 76200 Dieppe
- Code AIOT : 0005800404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'unité de trituration presse à froid ou à chaud des graines végétales pour obtenir de l'huile et des tourteaux pour l'alimentation animale ou comme matière première à l'unité protéines.

L'unité protéines extrait la protéine des tourteaux pressés à froid grâce à un procédé breveté basé sur l'extraction aqueuse.

La station d'épuration traite les effluents du procédé d'extraction. Elle produit du biogaz à partir des composés organiques présents dans ses eaux résiduaires via son méthaniseur raccordé au réseau GRDF depuis le 16 mai 2024.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- ATEX
- Bruits et vibrations
- Odeur
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Nuisances sonores	AP de Mise en Demeure du 05/06/2023, article 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Surveillance et condition de stockage	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.1.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
4	Foudre	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.3.9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
5	Rapport annuel vieillissement	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 9.2.6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
7	Plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 16/11/2022, article 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Adéquation ATEX	Autre du 05/06/2023, article 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	Unité de méthanisation	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 10.3.4	/	Sans objet
9	Propreté des installations	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 2.4.1	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

S'agissant de la mise en demeure du 05/06/2024, suite à la visite du 31/10/2023, l'inspection avait accordé un délai supplémentaire à l'exploitant pour se mettre en conformité vis-à-vis du bruit. Cependant, suite à réalisation de nouvelles mesures acoustiques les 14 et 15 décembre 2023, de nouvelles non-conformités ont été identifiées. Celles-ci ont été traitées par l'exploitant début 2024. Compte-tenu des actions déjà réalisées par l'exploitant et de la réalisation de nouvelles mesures acoustiques le 13 mai 2024, l'inspection accorde un nouveau délai au 30 juin 2024 (délai de transmission à l'inspection du nouveau rapport de mesures acoustiques) avant de statuer sur les suites à donner à réception du rapport de mesures acoustiques (proposition de levée de la mise en demeure ou nouvelles suites administratives).

Concernant la problématique "odeurs", les actions temporaires mises en place par l'exploitant pour traiter les deniers points odorants identifiés (chargement des camions) n'appellent pas de remarques de l'inspection à ce stade. La mise en service d'une installation pérenne est attendue

En ce qui concerne les conditions (durée) de stockage des tourteaux gras, l'inspection n'est pas opposée à considérer une modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral ayant entendu le frein technologique relatif à la longueur des sondes de température, et sachant que l'exploitant a mis en place des mesures techniques et organisationnelles préventives et en cas d'incident, ceci sous réserve que l'exploitant justifie sa demande par un dossier technique complet et argumenté permettant de confirmer l'absence d'auto-échauffement d'ici le 30 septembre 2024.

Les autres demandes portent sur la finalisation des travaux de mise en conformité électrique, foudre et vieillissement. Sur ces points et plus globalement, l'inspection souhaiterait avoir à disposition des documents auto-portants permettant d'accéder facilement aux informations relatives à l'état d'avancement et aux échéances prévues pour la réalisation des travaux de mise en conformité.

L'inspection souligne la bonne tenue des installations visitées et les conditions opérationnelles (maintien au maximum des portes fermées et nettoyages réguliers) au niveau du bâtiment de réception et des magasins 3 et 4 qui sont apparues efficaces afin de limiter les émissions de poussières et les odeurs.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Nuisances sonores

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 05/06/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 31/10/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 06/01/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>1) L'exploitant transmet avant le 30 juin 2023 le rapport de diagnostic complémentaire sur les sources identifiées.</p> <p>2) L'exploitant transmet avant le 31 juillet 2023 les commandes des éléments visant à réduire les nuisances sonores des installations sus-mentionnées :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Bruit ambiant généré par :<ul style="list-style-type: none"><li>- aérations en toiture du bâtiment protéine</li><li>- ventilation et de la sortie du gazomètre</li><li>- ventilation de l'unité de désodorisation</li></ul></li><li>- Bruit à la tonalité marquée :<ul style="list-style-type: none"><li>- Local d'aération biologique fonctionnant de façon intermittente (vibration tuyauterie)</li></ul></li></ul> <p>3) L'exploitant finalise la mise en œuvre des éléments visant à réduire les nuisances sonores susmentionnés avant le 1er octobre 2023.</p> <p>4) L'exploitant réalise un nouveau contrôle réglementaires des niveaux sonores émis par ses installations avant le 31 octobre 2023.</p> <p>5) L'exploitant démontre le respect des prescriptions des articles précités par la fourniture du rapport précité avant le 30 novembre 2023.</p>
<b>Constats :</b> <p>Un premier récolement des points visés par cet arrêté préfectoral de mise en demeure avait été réalisé lors de la visite du 31/10/2023. L'exploitant avait traité les points 1 à 3 mais n'avait cependant pas traité les points 4 et 5 susmentionnés.</p>

Suite à la visite du 31/10/2023 et au regard des actions déjà réalisées, l'inspection avait accordé un délai jusqu'au 31/12/2023 pour la réception du rapport de mesures acoustiques et le plan d'action associé, les mesures acoustiques ayant été reportées les 14-15/12/2023 du fait de retards de livraison du matériel pour l'isolation acoustique et de la présence d'un bateau en maintenance sur le port.

Le rapport de mesures acoustiques transmis à l'inspection en amont de la visite (daté du 22/12/2023) a montré des non-conformités au niveau des points de mesure 1 et 2 (au niveau d'habitations définies comme ZER - Zone à Emergence Réglementée). Suite à ce constat, l'exploitant a réalisé des travaux d'isolation du ventilateur de la désodorisation du local boues de la STEP qu'il a identifié comme étant à l'origine du bruit responsable de la non-conformité. L'exploitant a indiqué que de nouvelles mesures acoustiques étaient prévues le 13/5/2024. Le bon de commande pour cette prestation a été transmis à l'inspection le 7/5/2024.

Lors de la visite, l'inspection a constaté l'isolation du ventilateur au droit du local boues. L'inspection a également constaté la présence d'un compresseur avec un niveau acoustique notable installé à titre provisoire à côté du bassin tampon. L'exploitant a indiqué avoir installé ce compresseur en janvier 2024 pour des besoins opérationnels (aération nécessaire du bassin tampon pour la maîtrise du redox et des odeurs). L'exploitant a précisé qu'une solution pérenne est actuellement en cours d'étude par Veolia, solution qui intégrera l'aspect isolation acoustique.

**Demande n° 1** : l'exploitant transmettra avant le 30 juin 2024 le rapport des mesures acoustiques réalisées le 13/5/2024, accompagné, le cas échéant d'un plan d'actions.

**Commentaire de l'inspection n° 1** : compte-tenu des actions déjà réalisées par l'exploitant suite aux dernières mesures réalisées et de la commande passée pour de nouvelles mesures acoustiques, l'inspection statuera sur les suites à donner à réception du rapport de mesure (proposition de levée de la mise en demeure ou nouvelles suites administratives).

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais** : 1 mois

## N° 2 : Odeurs

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 16/11/2022, article 1

**Thème(s)** : Risques chroniques, Odeurs

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 31/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}

**Prescription contrôlée :**

La société PROLEIN, dont le siège social est situé Quai des Indes à DIEPPE (76200), est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes sur son site situé à la même adresse :

l'article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2020. Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant :

- sous 3 mois, couvre de façon pérenne le puits de relevage et le stockeur de boues granulaires;
- sous 1 mois, mène une étude pour faire évoluer la conception de la couverture du bassin tampon et le traitement de son ciel gazeux ;
- dispose sous quinze jours de charbons actifs disponibles en permanence, permettant leur remplacement immédiat en cas de saturation pour chacune des unités de désodorisation du site ;

Article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 23/07/2020

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique ou de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1. En particulier, l'exploitant met en place les actions de réduction des émissions à la source nécessaires.

L'exploitant met en oeuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du Système de Management Environnemental (SME), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- Un protocole précisant les actions et le calendrier ;
- Un protocole de surveillance des odeurs, éventuellement complété d'une mesure/estimation de l'exposition aux odeurs ou d'une estimation des effets des odeurs ;
- Un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ;
- Un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à mesurer ou estimer l'exposition aux odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en oeuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.

Dans les 6 mois suivant la mise en service de l'unité protéines, l'exploitant réalise une étude comportant :

- la mise à jour du profil olfactif du site réalisé en 2010 selon la méthode du langage des nez,
- une campagne de mesure de débits d'odeurs au niveau des conduits a minima K, O, P, Q. L'étude justifie les conduits sélectionnés pour la mesure,
- une conclusion quant à la nécessité éventuelle de renforcer les mesures de réduction des émissions olfactives.

**Constats :**

Depuis la visite du 31/10/2023, des nuisances d'odeurs ont fait l'objet de plaintes de la part des riverains aux mois de mars et avril 2024. L'inspection avait sollicité l'exploitant qui avait indiqué que ces émissions ponctuelles pouvaient être liées à différentes opérations, et en particulier le chargement de camions qui recueillent les effluents des centrifugeuses de l'unité d'extraction des protéines ou de nettoyage d'ateliers/magasins. Le démarrage du méthaniseur a également été générateur d'odeurs fin 2023.

S'agissant du chargement des effluents des centrifugeuses, l'exploitant a indiqué avoir mis en place une solution permettant de traiter les événements des camions avec un produit neutralisant d'odeurs (de la société Westrand): lors du chargement du camion, un produit neutralisant est injecté dans les boues avant le tank de stockage et l'événement du camion est plongé dans un IBC qui contient de l'eau et du produit neutralisant. L'exploitant estime cette solution temporaire efficace dans l'attente de la mise en œuvre d'une cuve et laveuse d'air pérennes (chiffrage en cours). L'inspection n'a pas pu observer de chargement de camion le jour de la visite.

S'agissant du magasin 3 ayant été identifié comme ponctuellement générateur d'odeur, une rampe de pulvérisation de masquant a été mise en place et se met en route à chaque ouverture de porte. L'exploitant estime que cette solution est efficace en complément de conditions opérationnelles strictes (fermeture des portes hors présence de camions) au regard de son analyse des signalements odeurs.

S'agissant du méthaniseur, le bassin tampon a été couvert fin 2023. En complément, pour améliorer l'aération du bassin tampon et réduire la génération H<sub>2</sub>S, une aération du bassin a été mise en place en janvier 2024. L'exploitant considère que la problématique odeur liée à la STEP est résolue.

**Commentaire de l'inspection n° 2 :** Lors de la visite terrain, les seules odeurs ressenties par l'inspection se situaient à l'intérieur du magasin 3. La pulvérisation du produit masquant après ouverture de la porte du magasin 3 était perceptible (odeur citronnée) sous le vent du bâtiment abritant le magasin 3. Aucune odeur n'a été ressentie par l'inspection sur la STEP le jour de la visite. L'inspection considère que les solutions mises en place par l'exploitant sont satisfaisantes à ce stade mais rappelle qu'il convient d'anticiper tout changement dans l'exploitation qui pourrait être générateur d'odeur.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Surveillance et condition de stockage

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.1.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Silos

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 31/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 08/01/2024

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas de fermentations risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou une auto-inflammation.

La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes adaptés et appropriés (sondes thermométriques ou caméras thermiques). Cette disposition ne s'applique pas aux cellules contenant du sucre.



Les produits sont contrôlés en humidité avant stockage, de façon à ce qu'ils ne soient pas stockés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.

Les relevés de température et d'humidité font l'objet d'un enregistrement.

Arrêté préfectoral du 23/07/2020 - Article 9.2.5 - Prévention des risques d'auto-échauffement

Un suivi en continu de la température des tourteaux gras stockés dans le magasin 4 ainsi qu'une détection incendie est mise en œuvre avant la mise en service de l'atelier protéines. Des dispositions particulières sont respectées :

- temps de stockage maximum de 8 jours,
- découpage du magasin 4 en cases pour fractionner le risque et faciliter une intervention en cas d'auto-échauffement,
- application de la règle FIFO (First In First Out)

Des fiches réflexes précisent :

- la surveillance des mesures de températures dans les tas de tourteau gras,
- les dispositions à prendre en cas d'auto-échauffement,
- les dispositions à prendre en cas d'impossibilité de sortir le stock au bout de 8 jours.

Le temps de stockage du tourteau humide dans le magasin 3 est limité à 4 jours. L'exploitant met en œuvre une procédure permettant de s'assurer du respect de ce temps maximum de stockage.

#### **Constats :**

Lors de la visite du 31/10/2023, l'inspection avait constaté que les installations disposaient d'un contrôle en temps réel de la température mais que la longueur des sondes ne permettait pas de mesurer à cœur la température (demande déjà formulée en avril 2023), ce qui constituait une non-conformité. Il avait été demandé à l'exploitant de :

- transmettre le bon de commande signé pour de nouvelles sondes de température pour le magasin 4 avant le 15 décembre, ainsi que le planning de mise en œuvre validé par le prestataire n'excédant pas fin janvier 2024 ;
- communiquer avant le 15 décembre 2023, les dispositions complémentaires mises en œuvre dans les cas d'impossibilité de sortir le stock de tourteau gras (magasin 4) avant 8 jours ainsi que la justification de la suffisance de ces dispositions ;
- de justifier avant le 15 décembre 2023, sur la base de l'étude transmise, qu'au regard de la composition de son tourteau humide, les phénomènes de dégradabilité et d'auto-échauffement sont compatibles avec les temps de stockage appliqués sur son site.

#### **Magasin 4 (tourteau gras) :**

S'agissant des sondes de température (magasin 4), l'exploitant a indiqué avoir eu des difficultés à trouver du matériel en évoquant la compatibilité du matériel et le fait qu'un seul fournisseur était disponible. L'exploitant a également indiqué qu'il n'avait pas trouvé de fournisseur pour des sondes de plus grande longueur. Il a présenté lors de la visite un accusé réception de commande en date du 18/01/24 (la date de commande effective et la date d'installation des sondes n'ont pas été communiquées).

L'inspection a constaté lors de la visite la présence de 7 sondes de température de 1,80 m de long au niveau des deux cellules (cellules 1 et 3) dans lesquelles des tourteaux gras étaient stockés, les autres cellules étant vides.

S'agissant des temps de stockage au niveau du magasin 4, l'exploitant a confirmé qu'il ne sera pas en mesure de respecter ce délai de 8 jours pour les mêmes raisons que celles évoquées lors de la visite précédente (difficultés à faire sortir le tourteau du site, demandes clients insuffisantes).

L'exploitant a également souligné que selon lui le suivi de température « à cœur » et la durée de stockage ne sont pas les seuls paramètres à considérer pour s'assurer de la maîtrise du phénomène d'auto-échauffement. Il considère que l'ensemble des mesures techniques et organisationnelles prises sont suffisamment robustes pour lui permettre une surveillance adaptée aux risques au niveau du magasin 4.

Les mesures décrites par l'exploitant (non formalisées au travers d'une procédure) lors de la visite sont les suivantes:

- ronde par les opérateurs deux fois par quart réalisée dans le magasin 4: surveillance visuelle et olfactive par vérification de l'absence d'odeurs de chaud ou de fumerolles,
- mise en place d'une fiche de suivi qui formalise le passage des opérateurs au magasin 4 lors des rondes,
- suivi de la température en continu et report des alarmes en salle de supervision,
- détection incendie par aspiration Vesda installée au magasin 4.

L'inspection a constaté lors de la visite:

- la présence de deux seuils programmés en supervision sur la température des tourteaux du magasin 4 (alerte = 40°C et alarme = 45°C),
- la présence d'un cahier en salle de contrôle traçant les événements (vu enregistrement dérangement au magasin 4 en date du 29/4 en cours de traitement le jour de la visite),
- la présence de fiches de suivi dont magasin 4 (vu fiche complétée pour la journée du 01/05/24).

Un opérateur présent en salle de supervision a décrit précisément les contrôles visuels et olfactifs et les mesures à mettre en œuvre en cas d'observation de fumerolles ou de présence d'odeurs dans le magasin 4 telles que décrites par l'exploitant lors des échanges en salle.

Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a communiqué une procédure de «Gestion de l'auto-échauffement de la graine et du tourteau de colza dans les cellules métalliques, le sécheur et le magasin 4» (indice 1 du 16/5/2024) formalisant les éléments de surveillance présentés lors de la visite. L'exploitant a indiqué mener actuellement une étude de suivi de la température des tas de tourteaux pour démontrer la cinétique lente de montée en température en fonction de la température ambiante et l'absence d'auto-échauffement sur une durée de stockage longue (plusieurs semaines).

#### Magasin 3(tourteau humide):

L'exploitant a confirmé qu'avec la montée en puissance de la production, la livraison de la pulpe de colza (tourteau humide) s'est fiabilisée et le produit respecte maintenant le temps de stockage maximum de 4 jours.

#### **Commentaire de l'inspection n° 3 :**

Si les sondes de température du magasin 4 sont de longueur plus importante, l'inspection considère cependant qu'elles ne permettent toujours pas la mesure la température «à cœur» du tas de tourteaux. L'inspection n'est pas opposée à considérer une modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral sous réserve que l'exploitant le justifie par un dossier technique complet et argumenté permettant de confirmer l'absence d'auto-échauffement.

<b>Demande n° 2 :</b> L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre la demande de modification argumentée de la prescription relative au temps de stockage des tourteaux pour le <u>30 septembre 2024</u> , incluant le suivi de température des tas de tourteaux du magasin 4.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### N° 4 : Foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Explosion
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 10/09/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.3.9</p> <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.</p> <p>En outre, l'analyse du risque foudre et l'étude technique sont transmis à l'inspection des installations classées avant la mise en service de l'atelier protéine.</p> <p>APMD</p> <p>Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant transmet sous 1 mois le rapport de l'étude foudre accompagné des PV travaux justifiant que le site répond aux exigences du rapport et de la réglementation ou transmet un justificatif de conformité réalisée par un organisme agréé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la visite du 13/04/2023, l'exploitant devait transmettre à l'inspection le rapport de vérification complet de protection contre la foudre accompagné, le cas échéant, du plan d'actions associées à la levée des non-conformités avant le 31 mai 2023, et devait finaliser les travaux nécessaires avant le 30 septembre 2023.</p> <p>Sur le rapport de vérification en date du 6/6/2022, 6 observations ont été émises. Il n'avait notamment pas été possible d'effectuer le contrôle du paratonnerre du bâtiment d'extraction des protéines «en l'absence de mise à disposition du dispositif d'essai prévu par le fabricant du PDA».</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que les actions étaient en cours, sans toutefois présenter le plan d'action détaillé et l'état d'avancement. Il a indiqué réaliser le suivi via la plateforme Sherlock (non vu lors de la visite).</p>

Suite à la visite, l'exploitant a communiqué, en date du 7/5/2024, une extraction de la base Sherlock et le plan d'action associé pour la mise en conformité (4 actions «en cours», 2 «traitées»).

**Demande n° 3** : l'exploitant transmettra à l'inspection le bon de commande pour la commande du paratonnerre avant le 30 juin 2024. Il transmettra un échéancier pour le traitement des non-conformités résiduelles pour le 30 juin 2024 et apportera les justificatifs de leur solde pour le 30 septembre 2024.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais** : 4 mois

#### N° 5 : Rapport annuel vieillissement

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 9.2.6

**Thème(s)** : Risques accidentels, Accident

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 13/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 10/09/2023

**Prescription contrôlée :**

Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 9.2.6

L'exploitant doit s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos et Magasins. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé annuellement et à chaque fois que nécessaire. Il fait l'objet de rapport intégrant un suivi photographique des points de contrôle.

Un rapport est transmis à l'inspection des installations classées avant la mise en service de l'atelier protéines.

L'état des parois des cellules métalliques fait l'objet de contrôles supplémentaires et intégrés dans les procédures d'exploitation et de maintenance, afin de contrôler l'absence de « pansements humides, nuisant au maintien de la santé du métal par l'accumulation de produits, poussières ou autres matières dans les coins et recoins des cellules.

Les parois périphériques aux deux magasins 3 et 4 et l'ensemble des toitures de ceux-ci font l'objet de contrôle supplémentaires, selon une fréquence définie par l'exploitant, portant notamment sur les aspects de l'étanchéité, la solidité, le caractère soufflable / éventable, etc. Ces contrôles sont tracés et font l'objet d'enregistrements tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Arrêté de mise en demeure :

Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant transmet sous 1 mois un rapport conclusif sur le vieillissement des parois périphériques des deux magasins 3 et 4 et de l'ensemble des toitures de ceux-ci portant notamment sur les aspects de l'étanchéité, la solidité, le caractère soufflable / éventable, accompagné d'un plan d'actions préventives et/ou correctives.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la visite précédente, l'inspection avait reçu un plan d'actions pour la mise en conformité et avait constaté que la majorité des actions avait fait l'objet d'une demande de devis, certaines d'un bon de commande. L'inspection avait demandé à l'exploitant de remédier aux non-conformités relevées dans le rapport vieillissement pour le 30 septembre 2023 au plus tard.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de communiquer l'état d'avancement synthétisé et actualisé de son plan d'action le jour de la visite.</p> <p><b><u>Demande n° 4 :</u></b> l'exploitant transmettra l'état d'avancement des actions visant à remédier aux non-conformités relevées dans le rapport vieillissement avant le <u>30 juin 2024</u> ainsi qu'un engagement sur le planning pour le solde des actions pour la mise en conformité ne dépassant pas le <u>30 septembre 2024</u>.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### N° 6 : Adéquation ATEX

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 05/06/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ATEX
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 31/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 06/12/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre les matériels adaptés à l'ensemble des zones ATEX du site et il transmet le DRPCE de la zone station d'épuration avant le 1er octobre 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la visite du 31/10/2023, l'inspection avait demandé à l'exploitant d'apporter la preuve du traitement de la seule non-conformité Atex non-traitée relative au thermostat pour ruban du sulfothane de la STEP pour le 15 décembre 2023.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection en date du 18/12/2023 les caractéristiques du boîtier Atex du thermostat pour ruban du sulfothane, puis une photo du thermostat mis en place le 29/04/2024.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté la présence du boîtier au droit de la cuve de traitement biogaz sulfothane de la STEP.</p> <p><b><u>Commentaire de l'inspection n° 4 :</u></b> La demande est soldée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Plan d'action suite au contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.
<b>Constats :</b>  Suite à la visite du 31/10/2023, l'inspection avait demandé à l'exploitant de transmettre le rapport de contrôle des installations électriques pour le magasin 4 avant le 31/12/2023, ce contrôle n'avait pas été intégré au contrôle de mars 2023.  Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle annuel des installations électriques 2024 et a confirmé l'intégration du magasin 4, le rapport de vérification des mises à la terre et des liaisons équipotentielle et le rapport Q18.  L'état d'avancement de la mise en conformité électrique n'a pas été communiqué le jour de la visite. L'exploitant a indiqué réaliser un suivi de la mise en conformité directement via la plateforme Sherlock: les rapports de vérifications sont transmis directement à des prestataires externes qui établissent des devis sur la base des non-conformités constatées, une fois la mise en conformité réalisée, l'exploitant confirme l'état traité dans la base Sherlock.  Suite à la visite, l'exploitant a communiqué en date du 7/5/2024, une extraction de la base Sherlock. Si cette extraction permet de visualiser le nombre de non-conformités constatées pour chaque prestation et l'état «en cours, «traité» ou «à traiter», elle n'indique pas le détail et l'état d'avancement de chaque non-conformité. En particulier, il est indiqué que les 58 observations de contrôle annuel des installations électriques 2023 sont «à traiter» et que le 45 observations du contrôle 2024 sont «en cours», sans détails  Le rapport du contrôle annuel 2024 précise certaines limites à la vérification réalisée: notamment absence d'autorisation de coupure, défaut d'autorisation du distributeur d'énergie ou absence de mise à disposition de moyens d'accès sécurisés. L'exploitant n'a pas transmis d'informations sur la prise en compte de ces limites. Les mêmes constats avaient été émis en 2023.  Les conclusions du rapport Q18 indiquent que «l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion» et que les dangers avaient déjà été signalés (pour la première fois en 2023). L'exploitant n'a pas apporté d'éléments justifiant la prise en compte de ces conclusions et le plan d'action associé pour la mise en conformité.  Suite à la visite, l'exploitant a communiqué à l'inspection en date du 17/5/2024 3 bons de commandes pour des travaux de mise en conformité électrique.

**Commentaire de l'inspection n° 5 :** L'extraction Sherlock communiquée et les devis transmis ne permettent pas à l'inspection de statuer sur l'exhaustivité de la mise en conformité des installations électriques et de la prise en compte des limites de vérifications des rapports de contrôles annuels et des conclusions des rapports Q18. L'inspection souhaite pouvoir accéder facilement aux informations relatives à l'état d'avancement et aux échéances prévues pour les travaux de mise en conformité, sans avoir à faire un comparatif entre les devis, l'extraction Sherlock et les rapport de contrôle.

**Demande n° 5 :** l'exploitant transmettra un plan d'actions détaillé relatif à la mise en conformité de ses installations électriques avant le 30 juin 2024 et s'engagera sur une mise en conformité qui ne dépassera pas le 30 septembre 2024. Par ailleurs, un nouveau contrôle devra être organisé avant le 30 septembre 2024 pour lever les limites d'intervention.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

#### N° 8 : Unité de méthanisation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 10.3.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dossier technique de démarrage

**Prescription contrôlée :**

L'étanchéité du ou des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les sous-pressions est vérifiée avant le ou lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés.

**Avant le premier démarrage de l'unité de méthanisation,** l'exploitant informe le préfet et l'inspection des installations classées de l'achèvement des installations par un dossier technique établissant leur conformité aux conditions fixées par le titre.

**Constats :**

Le jour de la visite, l'exploitant n'avait pas communiqué à l'inspection le dossier technique justifiant de sa conformité vis-à-vis de l'ensemble des prescriptions du titre 10 de son arrêté préfectoral alors que le démarrage de l'injection de biogaz vers le réseau GRDF était planifié le 16 mai 2024.

L'exploitant a communiqué suite à l'inspection: le PV d'étanchéité de la tour de conditionnement et du méthaniseur, l'inspection qualité du méthaniseur (réacteur EGSB), le PV de mise en route et test d'étanchéité gaz du méthaniseur, de la tour de conditionnement, du pot de purge et du Sulfothane, le PV de mise en service des soupapes du méthaniseur datant du 15/09/2022, le PV d'essai des soupapes du méthaniseur datant du 05/02/2024. L'exploitant confirmé la mise en service de l'injection de biogaz dans le réseau GRDF en date du 16/5/2024 (vue attestation GRDF).

**Commentaire de l'inspection n° 6 :** L'exploitant s'est engagé à fournir le DOE de l'installation dès transmission par Veolia à la réception finale des installations.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Propreté des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues,... sont mis en place en tant que de besoin.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite terrain, il a été observé que les installations du procédé de trituration (poste de déchargement de graines, bâtiment process, presserie à chaud, magasin 3 - pulpe- et magasin 4 - tourteau gras-), de la STEP (sortie désodorisation bâtiment technique, bassin calamité, torchère, méthaniseur, bassin tampon) et du procédé d'extraction (stockage des boues de centrifugation du procédé d'extraction situé en extérieur) sont maintenues propres et correctement entretenues.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite